

province, la grève n'a eu d'échos sérieux que dans les mines, encore ceux-ci furent-ils très limités. Dans le Pas-de-Calais, le nombre moyen des grévistes oscillait entre 5 et 10 % ; dans les mines de Lorraine, il était de 21 % ; au demeurant, la grève n'a nulle part réussi à durer. La journée du 4 juin a été elle-même un échec ; dans les meilleurs des cas, où l'influence stalinienne étant très forte, la grève a été totale, elle s'est déroulée dans une atmosphère de passivité : les ouvriers sont rentrés chez eux ; le lendemain, ils reprenaient le travail ; c'est par exemple ce qui s'est passé à Montreuil, chez Nicolle, où l'attitude des ouvriers fut particulièrement favorable aux mots d'ordre de la C.G.T.

Le comportement de Renault est significatif et renseigne sur les sentiments du prolétariat actuellement. Le mardi, les staliniens avaient organisé quelques meetings destinés à gonfler les ouvriers ; ils y annonçaient que la grève du lendemain serait une victoire totale et n'avaient pour mot d'ordre que la libération de Duclos. Le mercredi, peu d'ateliers débrayèrent dès le début ; les ouvriers, pour la majorité, étaient neutres à l'égard du mouvement ; les staliniens réussirent à en entraîner une partie, ils forcèrent dans certains cas leur assentiment, en coupant le courant. Ils organisèrent un meeting vers trois heures de l'après-midi, devant environ deux mille ouvriers ; mais l'usine se vida progressivement, et il était clair que ceux-là mêmes qui avaient consenti volontiers à la grève ne voulaient pas y prendre une participation active. Après avoir tenté de fermer les portes pour empêcher les sorties, les staliniens préférèrent cacher leur échec par un ordre d'évacuation en inventant la nouvelle d'un encerclement de l'usine par la police. Dès le lendemain, la situation empirait rapidement pour eux, ils tentèrent à nouveau de provoquer des débrayages et de couper le courant, mais la majorité des ouvriers leur était franchement hostiles, expulsant les délégués de la C.G.T. qui venaient les haranguer dans les ateliers, et réussissant à reprendre le travail. C'est dans cette atmosphère que les membres du syndicat gaulliste, S.I.R., voyant que le rapport de forces était défavorable aux communistes, les prirent violemment à partie et provoquèrent des bagarres dans toute l'usine ; celles-ci continuèrent toute la journée du jeudi, les R.P.F. ayant l'initiative des opérations et jouissant de la neutralité des ouvriers. Les ouvriers, par cette attitude, n'exprimaient aucune sympathie à l'égard des R.P.F., ils ne voulaient que travailler. Ce n'est que le lendemain, lorsque les R.P.F., qui avaient d'ailleurs amené des éléments étrangers à l'usine pour leur prêter main forte se furent rendus odieux par leurs provocations et leurs mouchardages auprès de la direction et de la police, que les ouvriers leur manifestèrent leur hostilité et, dans quelques cas, protégèrent des militants staliniens.

Ces événements montrent assez l'échec du P.C. et l'opposition violente que ceux-ci ont rencontré à leur politique. Il est vrai que le mouvement du 12 février et la répression qui l'avait suivi, avaient laissé de durs souvenirs chez Renault ; l'hostilité du P.C. a cependant un sens plus général. Même si les ouvriers sont encore prêts à se battre avec les staliniens dans un cas où leurs revendications sont en jeu, ils ne sont pas disposés à se mobiliser pour défendre un des gros bonzes du Parti, qui fut l'un des plus actifs à les enchaîner à la production. On doit évidemment regretter que les ouvriers de Renault aient laissé un moment le S.I.R. développer son action. Ce fait traduirait à lui seul l'ampleur de la démoralisation ouvrière. Mais il serait absurde de ne pas voir qu'il y a dans l'attitude des ouvriers de chez Renault et du prolétariat en général, en face de l'arrestation de Duclos, une réaction saine. Autant nous jugeons nécessaire de protéger les militants ouvriers de quelque opinion qu'ils soient contre le patron et la police dans les entreprises,

autant nous estimons souhaitable de dénoncer la direction stalinienne même quand elle est attaquée par la bourgeoisie. Le stalinisme a fait la preuve qu'il était une idéologie d'exploitation au même titre que le capitalisme, c'est abandonner toute lucidité révolutionnaire que de voler à son secours lorsque le rapport de forces lui est défavorable. Dira-t-on que le soutien de Duclos équivaut à une défense des libertés démocratiques ? Mais que signifie, précisément, la démocratie bourgeoise pour les ouvriers ? Certes, un régime parlementaire par exemple, et les libertés d'expression relatives qu'il implique est pour eux plus avantageux qu'une dictature policière, et il n'est donc pas question de confondre tous les régimes pour cette seule raison qu'ils figurent identiquement la domination bourgeoise. Il n'y a cependant pas à en conclure que le prolétariat doit défendre un mode de domination contre un autre. Sa vraie tâche est par sa lutte de classe de contraindre l'adversaire à respecter sa force et à reculer sur le terrain de l'exploitation. C'est en revendiquant, en défendant son niveau de vie qu'il met en échec les entreprises policières du gouvernement. Les libertés démocratiques sont des concessions bourgeoises ; le prolétariat en tire profit, mais il n'a pas à défendre le contenu de ces concessions comme s'il représentait la politique ouvrière. Les militants révolutionnaires ne devaient donc en aucun cas s'associer à la grève pour Duclos, même s'ils étaient amenés à cesser le travail dans des circonstances locales, pour ne pas avoir à s'opposer à une majorité. En outre, défendre les pseudo libertés démocratiques au moment même où la plus grande partie du prolétariat montrait qu'elle n'était pas dupe de leur signification était doublement absurde.

En fin de compte, il serait évidemment faux de tirer un bilan positif de l'échec de la grève de juin ; ce qu'on peut seulement dire, c'est qu'au travers de sa démoralisation, malgré sa passivité, le prolétariat a laissé paraître une réaction de critique à l'égard du stalinisme qui, sans marquer une véritable prise de conscience, révèle l'approfondissement de son expérience.

CLAUDE MONTAL.

## TROTSKISME ET STALINISME

« ... Personne aujourd'hui ne peut discuter ce que font les staliniens. » (1)

Si l'on comprend que « personne » signifie : aucun trotskiste, la lecture de La Vérité confirme qu'effectivement ceux-ci n'ont pas grand-chose à critiquer dans la politique stalinienne. Il n'est plus question dans ce journal, que de campagne pour la libération d'Henri Martin, de protestations contre la guerre bactériologique des « milliers de poitrines » qui crient : « Ridgway à la porte ! » et de pas en avant qu'accomplirait le Parti communiste (malgré quelque manque de précision, quelques contradictions, « mais que les ouvriers communistes conscients peuvent surmonter dans leur activité révolutionnaire »). Cette « prise de conscience » des ouvriers staliniens serait d'ailleurs d'autant plus facile et plus large, que la bureaucratie soviétique est obligée de mener au moyen des partis communistes, une lutte de classe contre l'impérialisme. Lutte « non seulement verbale, mais entraînant de véritables actions de classe contre les préparatifs de guerre » (2). Qui après cela, s'étonnera de lire :

(1) Pablo, représentant du Secrétariat international au Comité central du P.C.I. du 20-1-52.

(2) III<sup>e</sup> Congrès mondial, Résolution sur la situation internationale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale. « IV<sup>e</sup> Internationale » de août-septembre 1951, page 24.

« ... Une partie de plus en plus importante de nos forces doit s'intégrer dans les différentes organisations politiques et syndicales dirigées ou influencées par les staliniens, y compris dans le P.C. » ? (3)

Le temps est bien passé où l'arriviste David Rousset prétendait que la bureaucratie jouait un rôle progressif en Europe orientale, et nous ne doutons pas que maintenant « ... le mouvement trotskiste ait réalisé sur le plan de la conception tactique, le progrès le plus grand depuis la naissance du mouvement ouvrier marxiste » ! (4) Mais puisque ce « progrès » a conduit les trotskistes à ne plus discuter la politique stalinienne, la critique que nous en faisons va donc s'appliquer aussi à la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'évolution de l'économie capitaliste et celle de la lutte de classes, l'affirmation de nouvelles couches sociales qui n'étaient qu'embryonnaires à l'époque où se situait l'action révolutionnaire de Lénine et de Trotski permet de faire aujourd'hui une analyse de la bureaucratie qui n'était pas autrefois possible. Lénine, c'est un fait, n'aperçut la bureaucratie que sous l'aspect mineur du fonctionnarisme ouvrier (le « comitard » arrogant à l'égard des ouvriers et dépourvu de sens critique), et n'eut pas la possibilité de découvrir la signification sociale de ce phénomène. Trotski, s'il assista à l'installation de la bureaucratie en U.R.S.S., ne put se résoudre à admettre l'existence d'une nouvelle force sociale historique, et n'en donna qu'une explication fragmentaire et d'ailleurs contradictoire. Il dénonça les pouvoirs grandissants des directeurs des trusts et des bureaucrates d'Etat qui dirigeaient la planification et détenaient le pouvoir politique, mais ne voulut pas sortir des cadres de son alternative — retour au capitalisme privé ou marche vers la révolution mondiale — et garda une confiance absolue dans la forme juridique des rapports de propriété. Il s'opposa à la dégénérescence stalinienne du Parti bolchevik mais, artisan lui-même du pouvoir dictatorial du Parti sur les masses en vue de la victoire finale de la Révolution, il ne put faire appel aux masses quand la situation l'exigeait, et sa lutte garda le caractère d'un combat intérieur contre une tendance centriste-opportuniste, celle de Staline. Quand il fut exilé de Russie, sa lutte et celle de ses partisans restèrent encore axées sur le redressement de la III<sup>e</sup> Internationale. Ils continuèrent à nier l'existence d'une idéologie trotskiste opposée à celle du Parti [« Il n'y a pas de trotskisme »... « La solution réside dans la régénérescence de ce parti glorieux pour reprendre en main la direction de l'économie et de la politique de l'Etat prolétarien que la bureaucratie centriste a mené d'une façon inconsidérée » (5)]. Ce n'est qu'en 1936 dans la Révolution trahie qu'il constata la dégénérescence irrémédiable du vieux parti bolchevik. Mais cette dégénérescence s'était produite pour lui dans un sens bourgeois. Les partis communistes étaient devenus des espèces de partis réformistes menant une politique de conciliation avec la bourgeoisie. Quant au caractère social de l'U.R.S.S., l'histoire ne l'avait pas encore tranché. C'était un régime transitoire dans lequel, sur la base de normes de répartition bourgeoises, la bureaucratie était devenue une caste privilégiée au sein de l'Etat ouvrier. L'évolution pouvait soit aboutir au socialisme, soit rejeter la société russe vers le capitalisme.

Après la mort de Trotski, les chefs de la 4<sup>e</sup> Internationale ne surent que reprendre servilement les mêmes théories. Les occasions de revoir

(3) La construction du Parti révolutionnaire, « IV<sup>e</sup> Internationale » de janvier-avril 1952, page 56.

(4) ... (page 49).

(5) « Qu'est-ce que l'Opposition de Gauche ? », 1932.

ces thèses qui représentaient une étape dépassée dans l'histoire des théories révolutionnaires ne leur permirent que de s'enliser un peu plus dans leur stérilité idéologique et organisationnelle. Inversement, toute critique partielle (mot d'ordre de défense de l'U.R.S.S., politique intérieure, etc...) devint impossible si elle ne mettait pas en question l'orientation générale de la 4<sup>e</sup> Internationale. Ce chemin conduisit notre groupe à la rupture définitive avec le trotskisme en 1948.

Pour les dirigeants de la 4<sup>e</sup> Internationale, le sens général de l'évolution de la société mondiale ne se trouvait pas modifié par l'apparition en tant que formation sociale nouvelle de la bureaucratie. La lutte des classes conservait à leurs yeux le caractère d'une lutte exclusive entre le prolétariat et la bourgeoisie sans qu'aucun autre problème se posât. Le programme socialiste traditionnel restait donc valable et le « Programme transitoire » rédigé par Trotski, sorte de programme d'action, fragment du programme socialiste, ne fut jamais complété par les épigones après sa mort. La tâche unique de la Révolution demeurait l'expropriation de la bourgeoisie, l'étatisation et la planification de l'économie, le monopole du commerce extérieur, etc...

Selon eux, la bureaucratie soviétique, couche sociale monopolisant la direction de la production et de la distribution à son profit, s'érigeant en « caste » dominante sur le prolétariat et dirigeant totalitairement l'Etat, ne pouvait s'orienter que dans le sens d'un retour aux formes de domination bourgeoises. Mais son pouvoir étant basé essentiellement sur les mesures antibourgeoises d'étatisation, de planification, etc..., sa politique ne pouvait être que contradictoire ; d'une part, la défense de ses privilèges à l'intérieur contre les vestiges de l'ancienne classe bourgeoise et à l'extérieur contre l'impérialisme l'amenait malgré elle à défendre les « conquêtes d'octobre », d'autre part, son maintien indéfini au pouvoir devait aboutir à la restauration du capitalisme privé, en Russie, et à la recherche d'un compromis avec l'impérialisme. La 4<sup>e</sup> Internationale fondait sa perspective sur cette contradiction : « ... ou la bureaucratie devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier renverse les nouvelles formes de propriété et rejette le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre une issue vers le socialisme » (6).

La guerre et son issue firent apparaître une situation totalement différente de la perspective trotskiste. L'U.R.S.S. en sortit victorieuse et non seulement à l'extérieur contre le nazisme mais à l'intérieur également ; le capitalisme privé ne fut pas restauré, le pouvoir étatique ne fut pas affaibli, l'économie planifiée subsista entièrement et ces victoires ne furent pas assurées par un sursaut du prolétariat révolutionnaire ; ce fut la bureaucratie elle-même qui défendit l'« Etat ouvrier ». Elle ne se contenta d'ailleurs pas de défendre les « bases du socialisme » en U.R.S.S. mais elle parvint même à les étendre dans toute une série de pays en y écrasant les bourgeoisies nationales. En Europe orientale, sans révolution prolétarienne, la bureaucratie réussit à s'installer au pouvoir à la place de la bourgeoisie, à amorcer la concentration économique et politique au sein de l'Etat, à planifier la production et à éliminer toute activité politique prolétarienne. Les pays du « glacis » devenaient-ils des « Etats ouvriers dégénérés » ? Le vide théorique des épigones de Trotski se manifesta sur ce point dans toute son ampleur. On commença par déclarer contre toute évidence que la structure éco-

(6) « Le Programme de Transition », page 30.

nomico-sociale de ces pays était restée capitaliste car il n'y avait pas eu de révolution prolétarienne ou elle avait été étouffée lors de l'entrée de l'armée rouge. Puis on discerna, dans la politique de bureaucratie russe, une certaine « tendance à l'assimilation structurelle » de ces Etats capitalistes. Mais il s'agissait d'une simple tendance qui ne pouvait aboutir sans l'intervention des masses prolétariennes. Enfin on proclama en 1948, avec quelques années de retard, qu'une véritable révolution s'était produite dans certains pays comme la Yougoslavie lors de l'effondrement du nazisme. Quant aux partis communistes dans les pays capitalistes, leur obéissance aux ordres réactionnaires du Kremlin et la tendance naturelle des bureaucrates qui les dirigeaient à la collaboration avec la bourgeoisie les rendaient doublement irredressables. Leur rejet dans l'opposition à partir de 1947 fut considéré comme une sanction de leur opportunisme de la période précédente, une preuve de leur incapacité à diriger le prolétariat pour la défense de ses droits acquis, si minimes soient-ils (nationalisations, etc...).

Il fallut l'affaire yougoslave pour secouer le sommeil idéologique des trotskistes. C'est à ce moment qu'après quelques hésitations ils décrétèrent que la révolution de 1944 en Yougoslavie s'était faite sous la poussée ouvrière qui avait obligé les bureaucrates à renverser le pouvoir bourgeois et à jeter les bases d'une organisation socialiste du pays. Simultanément, ils déclarèrent que la rupture entre la bureaucratie yougoslave et le Kremlin était due à la pression des masses révolutionnaires qui s'opposaient à la politique réactionnaire de l'U.R.S.S. dans le glaci. Autrement dit, ces masses qui avaient poussé Tito à se séparer de l'U.R.S.S. n'étaient plus destinées dans la tête des trotskistes à jouer le même rôle qui leur était assigné auparavant (« ... l'annexion d'un territoire à l'U.R.S.S. n'est possible qu'en fonction de la destruction des rapports de production capitalistes sur ce territoire et nous pensons que pareille destruction n'est possible qu'à travers la lutte des masses »). (7)

Les trotskistes nièrent d'abord qu'une révolution eut écrasé la bourgeoisie dans les pays du « glaci », puis ils donnèrent cette révolution qui avait établi le pouvoir de la bureaucratie pour une révolution prolétarienne. Mais le sens de leur intervention était clair : Chaque fois qu'un mouvement populaire échouait et tombait sous le contrôle de la bureaucratie, ils s'efforçaient de glorifier la contre-révolution et d'apporter leur soutien à Staline (vive l'assimilation structurelle) ou à Tito (vive la Révolution yougoslave indépendante de Moscou). Peu leur importait que, même en faisant intervenir « la pression des masses », la rébellion d'une bureaucratie locale contre le pouvoir central de Moscou ne s'expliquât que par l'existence d'une base sociale dans chaque pays, c'est-à-dire en Yougoslavie, en Chine et aussi en Italie, en France, etc., etc... Peu leur importait que d'autres en aient induit que les dirigeants des partis communistes n'étaient pas de simples agents de la « caste parasitaire » russe mais les éléments autochtones d'une couche sociale nouvelle. L'opportunisme et la vénération du fait accompli déterminaient tous les aspects de leur politique. Un autre exemple de cet engourdissement idéologique fut fourni par leur emploi du mot d'ordre de front unique. Destiné dans la tactique bolchevique à démasquer les chefs réformistes en entraînant les ouvriers qui leur faisaient confiance dans une lutte qui contredisait l'orientation pro-bourgeoise de ces chefs,

(7) *Journal* : L'U.R.S.S. au lendemain de la guerre. Septembre 1947. Page 6.

ce mot d'ordre était inapplicable aux staliniens dont la politique était réellement antibourgeoise. La délimitation n'aurait donc pu se faire que sur le problème de la lutte antibureaucratique ; lutte qui n'avait évidemment jamais été inscrite dans le programme des partis communistes. De même envers les socialistes : dans la mesure où ils ne masquaient même plus leur adhésion au bloc impérialiste américain d'une phraséologie « socialiste », quel front unique était-il possible de constituer avec eux ? Mais surtout, quelle unité d'action était imaginable entre les staliniens tentant d'entraîner la classe ouvrière pour la défense de la bureaucratie russe et les socialistes tentant de l'enchaîner au char de l'impérialisme américain ? Devant l'impossibilité de lui donner un contenu réel à l'époque, actuelle, les staliniens eux-mêmes n'employaient plus ce mot d'ordre que comme slogan d'agitation en lui donnant un sens « démocratique » propre à faciliter leurs mystifications. Les épigones de Trotski se firent donc les auxiliaires de cette entreprise de racolage et de mystification au profit du stalinisme lorsqu'ils donnèrent l'unité d'action avec les socialistes et les communistes comme une panacée capable de « ressouder le front prolétarien ». Toute leur politique syndicale se plaça sur le même plan d'opportunisme plat et vain. En France, ils mobilisèrent leurs militants ouvriers pour « la reconstruction d'une centrale syndicale démocratique et unitaire » et fondèrent le journal l'Unité avec l'aide d'éléments « réformistes de gauche » et de titistes. Tous leurs efforts aboutirent finalement à l'éclatement de ce petit mouvement, ils se retrouvèrent avec leurs seuls militants et triomphèrent en se vantant d'avoir démasqué les agents de l'impérialisme américain infiltrés dans l'avant-garde ouvrière (Lambert dixit). Bien sûr, ils étaient les seuls à pouvoir réussir ce coup de maître, ayant été auparavant les seuls à présenter ces « traîtres » pour des révolutionnaires unitaires. Et si leurs accusations étaient fondées, il apparaît aujourd'hui que celles de leurs adversaires qui les dénonçaient comme des recruteurs pour la C.G.T. stalinienne ne l'étaient assurément pas moins.

La contradiction entre leur phraséologie gauchiste et leur alignement continu sur le stalinisme, entre leur soutien de la Yougoslavie titiste et la défense de l'U.R.S.S., entre leurs velléités et leurs actions réelles s'abolit d'elle-même dans l'absence totale de base idéologique autonome. Le soutien de Tito n'a été qu'une première tentative des épigones de Trotski pour se faufiler dans le bloc bureaucratique. Leur choix de la Yougoslavie contre l'U.R.S.S. indiquait seulement qu'à ce moment, ils ne s'étaient pas encore complètement débarrassés de leur phraséologie antistalinienne passée. Cela a été un échec mais leur souplesse tactique est considérable et depuis ils ont pris de l'assurance.

Le 3<sup>e</sup> Congrès Mondial de la 4<sup>e</sup> Internationale marqua un début de prise de conscience de cette situation dans laquelle l'absence d'idéologie autonome se traduisit pratiquement par une adhésion de plus en plus ouverte au stalinisme. C'est au cours de ce congrès que les épigones les plus cyniques systématisèrent leurs positions et posèrent les bases d'une orientation en direction des organisations staliniennes. Le nommé Pablo précisa cette politique dans son rapport au 10<sup>e</sup> plenum du comité exécutif international de février 1952.

Le cours nouveau du trotskisme défini à ce congrès, bien qu'il apparaisse finalement en opposition complète avec les perspectives et le programme de la 4<sup>e</sup> internationale, trouve cependant sa base dans les

théories trotskistes les plus orthodoxes. (8)

L'appréciation de l'U.R.S.S. « Etat ouvrier dégénéré » y est maintenue en raison de la survivance de la structure de l'économie étatisée et planifiée forgée dans la révolution d'octobre. Les Démocraties Populaires, produits d'une lutte de classes « déformée » mais qui ont entamé le même processus d'étatisation, etc..., sont par conséquent à inclure dans le bloc anticapitaliste.

La bureaucratie soviétique y est déclarée subjectivement réactionnaire (parasitisme intérieur, trahison des mouvements révolutionnaires indépendants) mais il est nié qu'elle poursuive une politique systématique d'expansion car sa structure n'est pas celle d'un Etat impérialiste dominé par le capital financier. « Ceux qui parlent de la possibilité d'une expansion mondiale du stalinisme et d'une ère possible de domination du « capitalisme bureaucratique » ou de « collectivisme bureaucratique » stalinien partent de considérations théoriques fondamentalement erronées... ils considèrent d'autre part que les prémisses économique-sociales d'une bureaucratie analogue à celle de l'U.R.S.S. existent déjà dans le mouvement des partis communistes, permettant d'asseoir partout en cas de victoire de ces partis un pouvoir politique analogue à celui de l'U.R.S.S. » (8 a)

La lutte de l'impérialisme américain pour la domination mondiale et ses manifestations sur le plan de la lutte des classes aussi bien que sur le plan de la rivalité U.R.S.S.-U.S.A. y sont représentées sous la forme d'une sorte de combat sur deux fronts, chaque point marqué contre l'Etat ouvrier russe étant une défaite pour la classe ouvrière en général et chaque victoire de la classe ouvrière renforçant la résistance de l'U.R.S.S. à l'agresseur capitaliste.

Il est ensuite exposé que cette conjonction de la lutte des classes et de la résistance de l'Etat ouvrier à l'impérialisme plonge la bureaucratie dans une contradiction profonde qui ne fait que s'amplifier avec l'approche de la guerre et qui provoque ainsi une véritable crise au sein du stalinisme : « ... la bureaucratie soviétique, malgré les dangers qu'elle court dans ses rapports avec l'impérialisme par l'extension de la Révolution dans le monde, est obligée de ne pas saboter purement et simplement ces luttes et s'efforce plutôt d'en tirer le meilleur profit. Ce jeu dangereux et contradictoire, c'est la situation qui l'impose à la bureaucratie, prise elle aussi comme le capitalisme dans des contradictions inextricables et entraînée par des forces qu'elle ne peut pas contrôler strictement ». (8 b)

Ces positions extravagantes viennent d'une incapacité radicale à caractériser la bureaucratie. Trotski, quelles que fussent ses contradictions, avait au moins le mérite de poser des problèmes et d'être sensible au développement de la société qui s'accomplissait sous ses yeux. Pour ses épigones il n'y a pas de problèmes ; il ne s'est rien passé de nouveau depuis 1917. La concentration du capitalisme à l'échelle mondiale et son expression nationale, la fusion croissante des monopoles et de l'Etat ; l'essor de couches sociales qui réalisent par leurs fonctions de direction (au sens le plus large du terme) de la production une appropriation collective de la plus-value ; la cristallisation d'une bureaucratie ouvrière, au travers des organisations syndicales et politiques, provoquée à la

(8) Thèses et Résolutions du III<sup>e</sup> Congrès mondial. « IV<sup>e</sup> Internationale » d'août-septembre 1951.  
(8 a) « 4<sup>e</sup> Internationale » d'août-octobre 1951, page 24.  
(8 b) —D— page 84.

fois par la concentration et la rationalisation du travail et par les difficultés du prolétariat à constituer une direction dans les conditions de l'exploitation, l'avènement en U.R.S.S. et dans une large partie du monde d'une société où ces tendances ont trouvé leur forme la plus cohérente, tous ces phénomènes qu'il faut être aveugle pour ne pas voir, quelle que soit l'interprétation qu'on en donne, ne sont rien pour les fameux théoriciens de la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour ceux-ci il n'y a que la lutte du prolétariat et de la bourgeoisie telle qu'elle a été définie classiquement par Marx et la lutte contre la bureaucratie ne présente aucune particularité nouvelle ; elle ne peut s'effectuer qu'en « appuyant à fond tout mouvement révolutionnaire anti-capitaliste et anti-impérialiste qui rétrécit encore davantage la base de l'impérialisme dans le monde même si ce mouvement dans une première étape est dirigé par une direction d'obédience stalinienne ». (8 c)

Ainsi nous apparaissent les fruits « d'un murissement concret de la pensée du mouvement (trotskiste) basé sur toute son expérience passée et sur ses ressources théoriques ». (8 d) En se répandant dans le monde, c'est la Révolution que le stalinisme a étendue. Mais cette extension s'est faite malgré lui, sous la poussée des masses, et c'est avec le plus grand sérieux que les chefs de la 4<sup>e</sup> Internationale critiquent la bureaucratie qui ne peut « fondamentalement » pas « ... pousser les P.C. à prendre le pouvoir dans les régions du monde qu'elle ne pourra pas contrôler, entre autres par exemple aux U.S.A. qui est pourtant la citadelle de l'impérialisme ». (8 e)

Ils s'emploient à augmenter la confusion idéologique de notre époque où le prolétariat n'a plus à combattre seulement la bourgeoisie mais aussi la bureaucratie qui tend à la supplanter dans son rôle de classe exploiteuse en tentant d'accréditer la croyance absurde en un automatisme de la lutte anti-bureaucratique dans le cours d'une révolution victorieuse contre la bourgeoisie alors que justement, c'est au cours de cette lutte et en l'absence d'une critique de la bureaucratie en tant que classe exploiteuse nouvelle que s'affirme sur le cadavre de la Révolution la « solution » bureaucratique.

Mais les hardis théoriciens de la 4<sup>e</sup> Internationale tirent encore une autre conclusion de la lutte des classes, définie comme opposition historique entre l'impérialisme bourgeois d'un côté et le prolétariat allié à la bureaucratie de l'autre. Une sorte de théorie des « courants politiques fondamentaux » est avancée selon laquelle il se produirait jusqu'à la guerre « un resserrement probable des masses autour de leurs organisations principales réformistes ou stalinienne » (9) et une différenciation dans le cadre même de ces organisations : « par l'entrée au Labour Party, le trotskisme s'engageait dans la voie d'un travail à perspective longue au sein des mouvements et des organisations par les canaux desquels passe — et selon toute probabilité passera pour une période encore — le courant politique fondamental de la classe ». (ib.) Nous pouvons admirer au passage l'utilisation du calcul des probabilités par les dirigeants trotskistes, mais nulle part nous n'apprenons pourquoi les ouvriers anglais ou allemands se « resserreront » autour des organisations réformistes. Par contre, la signification de cette théorie appliquée au stalinisme apparaît très bien. Les trotskistes ont d'abord nié l'opposition profonde entre la bourgeoisie et la bureaucratie. Maintenant, la révélation de

(8 c) « 4<sup>e</sup> Internationale » d'août-octobre 1951, page 25.  
(8 d) « 4<sup>e</sup> Internationale » de février-avril 1952, page 49.  
(8 e) « 4<sup>e</sup> Internationale » d'août-octobre 1951, page 25.  
(9) « IV<sup>e</sup> Internationale » de février-avril 1952, page 47.

cette opposition les obnubile et c'est ainsi que le nombre important d'ouvriers qui suivent encore les staliniens est transformé en un courant fondamental de la Révolution. Le fond de ce galimatias est que pour Pablo et les autres chefs de la 4<sup>e</sup> Internationale, la lutte des classes dans notre époque prend sa forme la plus aiguë dans l'opposition U.R.S.S.-U.S.A. qui en subordonne tous les autres aspects.

Dès lors, il leur est facile d'expliquer à posteriori leur politique passée. Ils distinguent une première phase qui s'étendit de la guerre à 1947 et durant laquelle la politique contre-révolutionnaire du Kremlin rendait le Programme Transitoire axé sur le débordement du stalinisme « tactiquement juste ». L'échec de ces tentatives de construire une organisation indépendante fut suivi d'une seconde phase que Pablo explique par l'entrée dans la guerre froide et la « revalorisation auprès des masses d'une série d'organisations réformistes » (10) et qui se marqua par l'élabo-ration de la tactique d'entrisme dans le Labour Party. Enfin de 1948 à 1950, la troisième phase est décrite comme un approfondissement de la crise du stalinisme : « L'éclatement de l'affaire yougoslave et le cours centriste de gauche progressif (?) que le P.C.Y. esquissa jusqu'à la guerre de Corée militaient en faveur de l'élargissement et de l'approfondissement de cette crise » (11). Ce fut l'époque où les chefs trotskistes, pour tenir leur place dans cette affaire, prodiguèrent leurs conseils au P.C.Y. et engagèrent toutes leurs forces dans la défense de la révolution yougoslave.

Mais la bureaucratie titiste, après sa séparation de l'U.R.S.S., ne put jouer de rôle indépendant dans le conflit qui divisait le monde et pencha de plus en plus vers l'impérialisme américain et simultanément, la guerre de Corée accentua ce que Pablo appelle « le gauchissement » de la politique stalinienne. Le « gauchissement » des partis staliniens dépassait le « cours centriste de gauche progressif » du parti communiste yougoslave ! Il n'y eut pas trop de toute l'expérience passée et des ressources théoriques du mouvement trotskiste pour sortir de ce pas difficile. Le résultat de cet intense travail idéologique fut une nouvelle perspective que Pablo nous livre dans les termes suivants : « Cette perspective se définit comme celle de la crise finale du capitalisme et de l'extension de la Révolution mondiale... Dans cette évolution, nous voyons pas la possibilité que ce rapport de force change d'une façon décisive dans les années à venir au détriment de la Révolution... Nous partons de la conviction que l'élargissement de la Révolution signifiera en même temps la mort certaine du stalinisme, que le résultat final de la lutte engagée, indépendamment de telle ou telle phase initiale, passagère, épisodique ci ou là amènera aussi la destruction du stalinisme. Cette conviction n'a rien d'un sentiment de consolation ou d'un vœu pieux, mais est fondée sur la compréhension profonde des forces objectives en lutte, de la nature et des contradictions du stalinisme ainsi que de l'expérience déjà faite en Yougoslavie, en Chine, dans le Glacis, avec d'autres partis communistes durant et après la dernière guerre. » (12)

Pratiquement, la 4<sup>e</sup> Internationale lance ses sections dans trois voies.

1. Dans les pays où aucune organisation réformiste ou stalinienne n'est solidement établie, c'est-à-dire aux U.S.A. et dans les pays arriérés ou semi-coloniaux, les trotskistes doivent se résigner à une activité indépendante qui n'interdit d'ailleurs pas les alliances avec les mouvements

(10) « IV<sup>e</sup> Internationale » de février-avril 1952, page 47.  
(11) —Do— page 48.

nationalistes. (Si le premier cri est « vive Mossadegh », le second sera contre les féodo-capitalistes traitres... etc...)

2. Dans les pays où le mouvement réformiste englobe la majorité « politique » de la classe ouvrière, les trotskistes entreront dans ces partis « pour y rester longtemps, misant sur la très grande possibilité qui existe de voir ces partis placés dans les conditions nouvelles, développer les tendances centristes qui dirigeront toute une étape de la radicalisation des masses et du processus objectif révolutionnaire dans leurs pays respectifs. Nous voulons, de l'intérieur de ces tendances, amplifier et accélérer leur développement centriste de gauche et disputer même aux dirigeants centristes la direction tout entière de ces tendances ». (13)

3. Enfin, dans les pays où ce sont les staliniens qui contrôlent la majorité « politique » de la classe ouvrière, il ne fait pas de doute pour les épigones que l'accentuation de la guerre froide fait apparaître des tendances centristes ainsi qu'une esquisse de politique révolutionnaire. L'essentiel du parti révolutionnaire devant sortir de ces tendances, ils décident donc de s'y mêler en vue « d'accélérer la radicalisation des ouvriers staliniens et le développement d'une direction révolutionnaire surgie fondamentalement du sein de leur mouvement à travers les expériences des luttes à venir et les tâches que ces luttes imposeront à la masse des militants staliniens ». (14) Mais la nature « super-bureaucratique » des partis communistes leur impose un entrisme « sui generis » c'est-à-dire partiel, accompagné d'un travail indépendant pour les militants qui n'auront pu entrer. L'orientation de ce travail d'entrisme sui generis sera de faire progresser les ouvriers staliniens en commençant par une critique « pédagogique » des deux thèmes de la politique stalinienne : la coexistence pacifique ; l'unité et l'indépendance nationales. (15)

C'est en France, où se trouvent à la fois un des plus puissants partis staliniens et la principale section de la 4<sup>e</sup> Internationale, que cette orientation devait se réaliser. Mais une vive opposition se manifesta lorsqu'il fallut passer à exécution. Cette opposition transparut à la fin du rapport de Pablo au 10<sup>e</sup> plenum du comité exécutif international : « Comme l'ensemble du mouvement ouvrier, notre mouvement aussi souffre de la contradiction entre les exigences d'une situation plus extraordinaire que jamais et les insuffisances subjectives. » (16) Dans le P.C.I. français, les militants pensèrent que la politique de leurs chefs était encore bien plus « extraordinaire » que la situation objective ! L'opposition gagna l'ensemble du parti et, le 20 janvier 1952, le Secrétariat international dut suspendre seize membres du Comité Central de leurs fonctions dirigeantes dans le P.C.I. Une tendance révolutionnaire pouvait-elle se dégager englobant l'écrasante majorité du parti français ? Ce serait oublier que le mouvement trotskiste était à son échelle aussi uni que le stalinisme. Par élimination de toutes les tendances qui présentaient des divergences tant soit peu sérieuses avec la ligne officielle de la

(12) « 4<sup>e</sup> Internationale » de février-avril 1952, page 50.

(13) « 4<sup>e</sup> Internationale » de février-avril 1952, page 52.

(14) « 4<sup>e</sup> Internationale » de février-avril 1952, page 56.

(15) —Do— page 57. Que cette pédagogie porte à faux au moment où les P.C. axent de plus en plus leurs mots d'ordre sur la défense directe de l'U.R.S.S., ne semble pas troubler nos théoriciens !

(16) —Do— page 58.

4<sup>e</sup> Internationale, l'unanimité avait fini par se réaliser sur le fond. Les réticences des seize membres du Comité Central du P.C.I. ne firent que traduire le désarroi des militants de la base qui sentaient à tel point la politique entriste était inapplicable. Mais ces cadres étaient cependant convaincus de la justesse "théorique" d'une telle orientation et leur critique se borna à réclamer des "explications patientes" (17) et des délais : « Le Comité Central n'a pas rejeté la tactique de l'entrisme. Il a insisté sur la condition première de la réalisation de ce tournant : l'armement idéologique du parti pour ses tâches nouvelles. Ceci n'est pas un luxe. » (2) Les luttes intérieures n'avaient donc pas grande importance puisqu'en définitive, il s'agissait seulement de modalités d'application d'une politique que tout le monde acceptait.

Par ailleurs, les commentaires que l'on peut faire ne peuvent avoir qu'un sens très théorique, comme leçon à tirer sur l'aboutissement des théories trotskistes, car de toute façon, un véritable entrisme dans le parti stalinien ne se réalisera jamais. — Il est évident que les éléments actifs qui pourraient à la rigueur jouer un petit rôle dans le P.C. avant de se faire découvrir et chasser ne pourront jamais s'y faire admettre car ils sont connus dans les entreprises et les staliens ne leur feraient pas confiance si, suivant les conseils de Pablo, ils essayaient de renier publiquement leurs convictions trotskistes. — Restent alors de jeunes membres sans expérience (et encore !) qui seraient vite usés par ce travail extrêmement dur. Le P.C.I. continuera donc à végéter dans l'ombre du P.C.F. jusqu'à ce que la barbarie stalinienne le liquide définitivement ou que la révolution montante le balaise.

Trotsky et après lui ses épigones n'ont pas su résoudre le problème que posait la consolidation du pouvoir de la bureaucratie russe. Armés du Programme Transitoire et orientés vers le débordement du stalinisme, les épigones se sont trouvés devant ce fait inassimilable pour eux : la bureaucratie a surmonté "sa contradiction" (base socialiste-orientation pro-bourgeoise). Il n'ont pas su en tirer la conclusion que l'analyse donnée par Trotsky était fautive, que la bureaucratie représentait de nouvelles couches sociales dont le pouvoir était lié à leur fonction de direction de l'appareil productif. Dès lors, ils ont dû inventer la théorie de l'intériorisation de la crise du stalinisme. Mais ce faisant, il leur fallut abandonner le Programme Transitoire et la théorie du débordement, et expliquer leur utilisation antérieure d'un point de vue tactique. Rejetant la crise du stalinisme à une étape ultérieure (la guerre), ils remplacent maintenant l'orientation subjectivement antistalinienne de la 4<sup>e</sup> Internationale, par la croyance dans un automatisme qui doit conduire fatalement le mouvement stalinien à la scission. Ils se proposent seulement "d'aider" cette délimitation intérieure (le titisme n'a-t-il pas éclaté dans l'absence absolue d'intervention trotskiste ?). Il y a donc dans le fond de cette nouvelle orientation, une véritable démission, une véritable capitulation sans condition devant le stalinisme. Le rejet du Programme Transitoire n'est donc pas seulement tactique, mais son utilité est contestée d'une manière absolue, et c'est finalement à la négation de l'existence même de la 4<sup>e</sup> Internationale en tant qu'organisation révolutionnaire nécessaire, qu'aboutissent les épigones de Trotsky.

Mais ce résultat n'a pas été acquis d'une manière théorique. Bien que la position des épigones soit l'aboutissement logique des théories de

(17) « Supplément » n° 181 à La Vérité. (Compte rendu du C.C. du 19-20 janvier 1952, page 2.

(18) —D°— page 3.

Trotsky, leur orientation ne s'est définie qu'empiriquement, sous le coup de l'échec de leur politique, et sous la pression de la bureaucratie dont les partis staliens leur apparaissaient de plus en plus comme les seuls partis ouvriers représentatifs. Il faut également ajouter que ces facteurs ont été puissamment renforcés par la bureaucratisation intérieure de la 4<sup>e</sup> Internationale, que l'absence de critique fondamentale de la bureaucratie rendait inévitable. Il ne faudrait par conséquent pas croire que l'alignement de toutes les sections va se faire sur ces positions, et que l'organisation internationale va se dissoudre d'elle-même. L'empirisme de leur démarche est une garantie qu'ils survivront encore un certain temps en tant qu'organisation. Le but de cette critique n'est donc pas seulement de tirer un bilan, mais aussi d'aider des militants à se dégager de la voie sans issue dans laquelle les entraîne leur direction.

G. PETRO.

## LES AUBERGES DE LA JEUNESSE

Comme tous les problèmes brûlants de notre époque, celui de la jeunesse face à sa prise de conscience sociale et politique est la proie de la confusion et de la mystification la plus grande.

Le cheminement de la société vers des formes de plus en plus étatisées et bureaucratisées, provoque également chez les jeunes et dans les organisations de jeunesse une modification de structure et d'orientation très sensibles surtout depuis la deuxième guerre mondiale. La préparation idéologique de la prochaine guerre ne pourra se faire sans une mainmise totale sur les couches de la jeunesse et en contrôlant par tous les moyens possibles ses activités. On constate ce fait jusque dans des organisations qui paraissent échapper à l'influence de l'Etat comme les Mouvements des Auberges de la Jeunesse.

Depuis une vingtaine d'années, en France, ces mouvements ont groupé une partie active de la jeunesse travailleuse. Divisés en confessionnels et en laïques ils ont montré une grande vitalité dans leurs luttes. Ils sont passés par toutes les vicissitudes propres à l'évolution qui va de l'avant-guerre où les organisations ouvrières dansaient sur le volcan, à la guerre qui fut l'éclatement de toutes les organisations de masse, jusqu'à cette période que nous vivons et qui marque dans tous les domaines l'effrayante préparation au conflit universel des deux blocs impérialistes.

L'ajisme est né en France en s'inspirant surtout des expériences naturistes des groupes ouvriers allemands et autrichiens organisés dans les « Amis de la Nature ». Ces groupes voulaient donner aux loisirs des classes prolétariennes leur contenu social, au lieu de les laisser s'égarer dans l'oubli petit-bourgeois de la condition d'exploité. C'est ainsi qu'ils affirmaient un caractère combatif, bien que seulement revendicatif afin de lier les loisirs au problème social. En France, au début, ce furent les pionniers de la Démocratie Chrétienne tels Marc Sangnier qui exploitèrent cette expérience et en firent le canal par lequel la jeunesse serait ramenée vers les « salutaires » conceptions de la vie chrétienne primitive dégagée de cette influence néfaste des milieux pervers révolutionnaires de la cité industrielle.

La réaction « Ajiste laïque » fut la réponse que lui donnèrent les jeunes travailleurs.

La poussée ouvrière de 1936 fut pour l'ajisme ouvrier une occa-